Romane Businger, Tobias Herminjard, Rachel Macheret, Christelle Mauron, Mélanie Singha et Geneviève Piérart

Le confinement, une occasion de repenser l'accompagnement des personnes en situation de handicap

Résumé

Des étudiant-e-s en travail social de la HETS de Fribourg ont réalisé des projets en partenariat avec des institutions pour personnes en situation de handicap, en lien avec la pandémie de la COVID-19. Leurs projets ont permis aux institutions de prendre du recul, de donner la parole aux personnes en situation de handicap, d'entamer ou d'approfondir une réflexion sur la manière de fournir au mieux leurs prestations dans ce contexte particulier et de repérer les aspects positifs de cette expérience à retenir pour envisager l'avenir. Deux projets sont présentés dans cet article pour illustrer cette démarche.

Zusammenfassung

Studierende der HETS-FR (Hochschule für Soziale Arbeit Freiburg) haben in Zusammenarbeit mit Institutionen für Menschen mit einer Behinderung Projekte zur Covid-19-Pandemie durchgeführt. Im Rahmen dieser Projekte gelang es den Institutionen, Abstand zu gewinnen und ihre Bewohnerinnen und Bewohner mit einer Behinderung zu Wort kommen zu lassen. Die Projekte ermöglichten eine Reflexion darüber, wie die Institutionen ihren Auftrag in diesem speziellen Kontext am besten umsetzen können, und erlaubten es, positive Aspekte aus den gemachten Erfahrungen für zukünftige Entwicklungen herauszufiltern. Das gewählte Vorgehen wird anhand von zwei Projekten illustriert.

Permalink: www.szh-csps.ch/r2021-03-04

Introduction

Depuis 2016, dans le cadre du « Module d'Approfondissement Handicap » de la Haute école de travail social de Fribourg, les étudiant-e-s réalisent des projets au sein d'institutions, d'associations et d'entreprises sociales actives dans le domaine du handicap. Cette modalité pédagogique leur permet de développer des compétences et des savoirs ancrés dans la réalité des « terrains » qui deviendront leurs lieux de travail, en articulation avec les cours théoriques dispensés à l'école. Pour les structures partenaires, le regard extérieur et réflexif apporté par les étudiant-e-s constitue une ressource pour améliorer une situation problématique, initier une réflexion sur une thématique, organiser un événement, mettre en place un nouveau projet, lancer un groupe de travail, etc.

La pandémie de la COVID-19, avec le tsunami qu'elle a provoqué au sein des structures accompagnant des personnes en situation de handicap, a également demandé aux étudiant-e-s de s'adapter et d'ajuster leurs projets. La plupart des projets proposés par les structures partenaires du module au cours de l'année académique 2020-2021 concernaient, de près ou de loin, les mesures de confinement, qui ont fortement marqué la vie des personnes en situation de handicap et le travail des professionnel-le-s qui les accompagnent. Ces mesures ont en effet suscité beaucoup de questions au sein de ces structures : dans l'urgence, les besoins des bénéficiaires sont-ils toujours satisfaits ? Comment promouvoir la participation et l'autodétermination des personnes dans ce contexte contraignant ? Quelles le-

çons en tirer pour la suite ? Chronologiquement, les demandes des partenaires de terrain ont été adressées aux étudiant-e-s à la rentrée 2020, soit après le premier semi-confinement, vis-à-vis duquel on avait déjà un peu de recul, et avant la deuxième vague de l'automne, qui est venue remettre le confinement au centre des préoccupations. Mais cette période mouvementée a aussi été vécue, au sein de certaines structures, comme une opportunité, celle de faire un pas de côté, de tenter autre chose et de se questionner sur leurs pratiques.

Cette période mouvementée a été vécue, au sein de certaines structures, comme une opportunité, celle de faire un pas de côté, de tenter autre chose et de se questionner sur leurs pratiques.

Les deux projets présentés ci-après illustrent cette dynamique. Dans le premier projet, deux étudiant-e-s ont accompagné une institution dans une réflexion sur son offre de loisirs, dont l'organisation a dû être totalement repensée au printemps 2020. Dans le second projet, trois étudiantes ont contribué à la réflexion d'une institution souhaitant tirer les leçons de l'expérience du printemps en prévision du déconfinement et d'un éventuel re-confinement. L'objectif de cet article, rédigé par les étudiant-e-s concerné-e-s et une de leurs professeures, n'est pas de présenter les résultats détaillés des projets (qui ont été remis aux institutions par les étudiant-e-s) mais de montrer comment se sont réalisés ces « pas de côté » qui ont permis de retirer du positif de cette situation inédite.

Le confinement, une occasion de repenser les loisirs

La Cité du Genévrier a pour mission d'accompagner des adultes présentant une déficience intellectuelle, physique ou un polyhandicap. Elle fait partie de la fondation Eben-Hézer et comporte 24 groupes de vie. L'institution propose également un accompagnement à domicile pour des personnes externes. Le site de l'institution regroupe des ateliers protégés de production et des ateliers de développement personnel ouverts à des personnes internes et externes. Il comporte également un Centre de loisirs et un Centre de jour, qui accueillent les résident-e-s internes.

Prendre le temps d'interroger les besoins et les envies des résident-e-s

Lors du semi-confinement du printemps 2020, le Centre de loisirs, les ateliers de production et les ateliers de développement personnel ont été fermés. Ainsi, les exigences posées aux résident-e-s ont été revues à la baisse. Il semble que cette diminution des attentes ait apporté un climat plus serein au sein de l'institution. Certes, cette période a été source de pertes, mais également d'opportunités.

En été 2020, la pandémie a perdu du terrain en Suisse. L'institution a donc pu réouvrir certains de ses services. Deux responsables de centre de compétences¹ ont proposé aux étudiant-e-s de la Haute École de travail social d'entreprendre un travail de réflexion autour du fonctionnement du Centre de loisirs. Pour elles, cette pause apparaissait comme l'opportunité d'améliorer

¹ La cité du Genévrier comprend six centres de compétences.

ce fonctionnement en fonction des besoins et des envies des résident-e-s. En effet, la population vieillit et ses besoins changent. Concrètement, il a été demandé aux étudiant-e-s de présenter aux responsables des centres de compétences un panel de modalités de fonctionnement du Centre de loisirs, duquel les professionnel-le-s de l'animation pourraient s'inspirer.

Le projet a été réalisé pendant la période d'octobre à décembre 2020. Pour mettre en œuvre ce projet, les étudiant-e-s ont rencontré l'équipe d'animation du Centre de loisirs et celle du Centre de jour afin de comprendre le fonctionnement ordinaire de leurs services. Un entretien en visioconférence a également été réalisé avec une animatrice travaillant dans un centre de loisirs d'une autre institution accueillant un public similaire à celui de la Cité du Genévrier. Les deux étudiant-e-s se sont entretenu-e-s avec plusieurs résident-e-s de deux groupes de vie ainsi qu'avec une commission composée de résident-e-s représentant les intérêts des personnes vivant à la Cité du Genévrier. Malheureusement, à la suite de la recrudescence de la pandémie de la COVID-19, les étudiant-e-s n'ont pas pu rencontrer davantage de résident-e-s. C'est pourquoi, les équipes éducatives de deux autres groupes ont été rencontrées par visioconférence. Le but des rencontres avec les résident-e-s et les professionnel-le-s de l'éducation était de connaître leurs avis et leurs besoins en termes de loisirs.

Des pistes d'amélioration pour le Centre de loisirs

Ce projet a fait émerger différents points de vue autour du fonctionnement du Centre de loisirs. Les entretiens ont permis de susciter des réflexions aux niveaux personnel et institutionnel sur différentes thématiques,

telles que la collaboration entre les professionnel-le-s ou les missions éducatives et celles de l'animation. Les étudiant-e-s ont été vigilant-e-s à mettre les résident-e-s au centre des préoccupations de leur travail. Une attention particulière a, en ce sens, été accordée à la prise en compte des témoignages des personnes concernées. Les étudiant-e-s, avec leur posture de recherche, ont permis aux résident-e-s et professionnel-le-s de s'exprimer sans être entravé-e-s dans leur propos. Par leur regard extérieur et leur réflexivité, les étudiant-e-s ont, par ailleurs, apporté une perception nouvelle sur une prestation institutionnelle.

Le projet s'est terminé par la remise d'un document écrit aux responsables de centre de compétences contenant des propositions concrètes de changements ainsi que des éléments à conserver concernant le fonctionnement du Centre de loisirs. Ce panel de propositions est essentiellement basé sur les témoignages des personnes rencontrées. Il offre une représentation des envies et des besoins actuels des résident-e-s et peut donc évoluer en même temps que les personnes concernées. Les propositions y sont présentées en quatre catégories: la communication des activités auprès des résident-e-s, la collaboration entre les professionnel-le-s, l'autodétermination des résident-e-s et les types d'activités. Le Centre de loisirs peut ainsi prendre appui sur ces propositions pour reprendre ses activités en continuant de respecter les envies et les besoins des résident-e-s, mais aussi la réalité de chacun des groupes de vie.

L'importance des rythmes et des liens sociaux

Comme évoqué ci-dessus, la pause provoquée par la pandémie de la COVID-19 a per-

mis à la Cité du Genévrier de réfléchir à son fonctionnement institutionnel, en particulier à celui du Centre de loisirs. En participant à ce projet, les étudiant-e-s se sont informé-e-s sur le rôle et les missions d'un centre de loisirs au sein d'une institution et se sont demandé si sa mission de socialisation n'était pas mise en danger par la pandémie de la COVID-19. En effet, pour limiter la propagation du virus, les résident-e-s ont pu fréquenter uniquement les autres personnes hébergées dans le même groupe de vie. Par conséquent, leurs relations sociales étaient peu diversifiées. Si nous avons toutes et tous vécu une diminution de nos contacts sociaux, leurs témoignages ont été moins entendus. D'autre part, les étudiant-e-s ont poursuivi leurs entretiens par visioconférence. Il a été constaté que cet outil de communication entravait la participation de certains publics à ce projet.

Si nous avons toutes et tous vécu une diminution de nos contacts sociaux, les témoignages des personnes concernées ont été moins entendus.

Enfin, pour finir sur une note positive, il a été observé au sein de l'institution que le ralentissement du rythme vécu pendant la période de semi-confinement a permis de mieux s'adapter au rythme des personnes concernées et ainsi vivre une atmosphère plus sereine. Pour Sarrazin (2012), le rythme de vie de notre société apparaît comme un obstacle à la participation sociale des personnes présentant une déficience intellectuelle. Ainsi, nous pouvons émettre l'hypothèse que le « rythme COVID » correspond davantage aux personnes présentant des besoins particuliers.

Les impacts de la COVID-19 en institution à l'aune de l'autodétermination

« Être acteur de sa vie, c'est exercer le droit propre à chaque être humain de gouverner sa vie sans influence externe induite et à la juste mesure de ses capacités » (Unapei, s.d.).

Trois étudiantes ont collaboré avec la Fondation les Eglantines à Vevey. Cette fondation accueille des personnes avec un handicap physique, un polyhandicap ou une déficience intellectuelle légère. Elle offre un cadre de vie adapté à chacun et chacune en favorisant l'autodétermination, l'inclusion et l'autonomie. Elle propose des lieux de vie en institution ou en appartement, ainsi que des postes de travail au sein de divers ateliers basés sur le respect, l'ouverture et la responsabilité. Pour parler des travailleurs sociaux et travailleuses sociales employé-e-s aux Eglantines, les termes « accompagnant » et « accompagnante » sont préférés aux termes « éducateurs » et « éducatrices ». Cette nomination alternative a pour but de respecter les compétences et le statut des personnes accompagnées.

Tirer les leçons du premier confinement

Durant la pandémie causée par la COVID-19, la Fondation a dû fermer ses portes et confiner ses résident-e-s. Dans ce contexte, la demande des Eglantines a été la suivante : réaliser un bilan sur les impacts de la pandémie pour la Fondation. Ce bilan avait pour but de proposer des recommandations pour un re-confinement et un déconfinement. Il était également demandé d'analyser la place de l'autodétermination durant la pandémie. Le groupe d'étudiantes de la Haute école de travail social s'est lancé dans cette aventure afin d'apporter un regard différent et d'éventuelles recommandations pour la suite du déconfinement ou un éventuel re-confinement.

Pour ce faire, les étudiantes ont créé différents types de questionnaires afin d'interviewer les divers acteurs et diverses actrices (professionnel-le-s, personnes accompagnées, familles). Dans ces questionnaires, l'accent était mis sur le ressenti et le vécu du confinement en lien avec les restrictions et les mesures cantonales et institutionnelles imposées. Le but était de faire ressortir les aspects positifs et négatifs des mesures mises en place dans l'institution durant cette pandémie. Les questions ont été ciblées à travers différents niveaux (communication, sorties, accompagnement, relations sociales, etc.) et ont permis de faire ressortir divers positionnements, de même que des propositions d'amélioration. Les entretiens ont été réalisés en groupe ou en individuel.

À la suite des divers entretiens, une analyse a été réalisée afin de pouvoir offrir un retour et un rapport à la Fondation partenaire concernant leur demande. Les étudiantes ont souhaité rédiger le rapport de recherche en fonction des douze habitudes de vie du Processus de Production du Handicap (PPH) (Fougeyrollas et al., 1998) et des valeurs institutionnelles (respect, ouverture et responsabilité). Ce rapport constitue une synthèse des résultats obtenus et offre des recommandations pour la suite du déconfinement ou un éventuel re-confinement.

Un espace pour exprimer son vécu et ses besoins en lien avec la pandémie

La prise de connaissance de l'institution et du contexte cantonal a été le premier pas vers la réalisation du projet. Cela a permis de mieux comprendre les enjeux en lien avec la COVID-19. Il a ensuite été nécessaire de prendre contact avec les participant-e-s potentiel-le-s, soit grâce à une affiche expliquant le projet, distribuée lors de la visite institutionnelle, soit par téléphone. Des en-

tretiens ont ensuite été réalisés en groupe et en individuel afin de récolter les témoignages. La phase finale du projet a pu alors se mettre en place par l'extraction des données des questionnaires et la rédaction du rapport. Ce dernier a permis de mettre en avant les besoins principaux des participant-e-s et de proposer des idées de recommandations en lien avec la COVID-19.

Il est clair que la Fondation réfléchissait déjà à ce sujet et avait pensé à quelques recommandations. Cependant, le projet des étudiantes présente quelques points forts. Il complète et renforce des idées déjà mentionnées. Concrètement, il a permis de donner un espace neutre pour que les différents acteurs et différentes actrices puissent s'exprimer sur leur vécu et leurs besoins pendant et après la pandémie. Ainsi, les personnes accompagnées et le personnel de la Fondation ont pu être entendus. Les difficultés rencontrées durant la pandémie ont aussi pu être reconnues. Le projet a également permis d'apporter un regard externe à la Fondation qui, durant toute la pandémie, a travaillé dans l'urgence pour le bien-être psychologique et physique des personnes accompagnées.

Après ce pas de côté, les institutions pourraient être tentées de faire un pas en arrière en termes d'inclusion.

Le rapport offre un bilan de la situation et propose des idées d'interventions. Ces recommandations sont proposées en accord avec les besoins et les demandes directes des participant-e-s au projet.

Conclusion

Les deux projets présentés ici montrent l'importance de la temporalité dans le vécu des

personnes en situation de handicap et dans le travail d'accompagnement. Les institutions ont dû s'adapter dans l'urgence au printemps 2020. Le soutien à l'autodétermination et à la participation des personnes a parfois été entravé, parce qu'il a fallu agir rapidement et dans un contexte contraignant d'application de mesures sanitaires. Des décisions ont ainsi été prises qui, parfois, ont été remises en question par les personnes en situation de handicap et les professionnel-le-s. D'un autre côté, le ralentissement induit par le confinement semble avoir été bénéfique pour certaines personnes, à l'instar de ce qui a été observé dans d'autres institutions (Buchs, 2020). Mais ce constat ne doit pas masquer le risque d'isolement social que ce ralentissement comporte. Les projets ont offert aux ac-

teurs et actrices concerné-e-s un espace pour s'exprimer sur ces différents défis, et cette expression a été encouragée par la posture d'externalité des étudiant-e-s vis-à-vis des institutions. Il semble important que les personnes en situation de handicap et les professionnel-le-s puissent bénéficier de tels espaces, quelle que soit leur configuration. De plus, après ce pas de côté, les institutions pourraient être tentées de faire un pas en arrière en termes d'inclusion, après avoir fait l'expérience de recentrer les activités sur le lieu de vie des personnes. Face à ces enjeux, il s'avère donc plus que jamais nécessaire de profiter de cette situation singulière pour se questionner, prendre le temps d'écouter les personnes concernées et se projeter dans l'avenir – avec ou sans COVID.

Romane Businger
étudiante en travail social HES-SO

Tobias Herminjard
étudiant en travail social HES-SO

Rachel Macheret
étudiante en travail social HES-SO

Christelle Mauron
étudiante en travail social HES-SO

Mélanie Singha,
étudiante en travail social HES-SO

Geneviève Piérart
Professeure, Haute école de travail social,
HES-SO Fribourg

Références

- Buchs, S. (2020, 21 novembre). Le virus permet de prendre du temps. *La Liberté*.
- Fougeyrollas, P., Cloutier, P., Bergeron, H., Côté, J., & St Michel, G. (1998). *Classification québécoise. Processus de production du handicap*. RIPPH/SCCIDIH.
- Sarrazin, C. (2012). À propos de l'autodétermination des personnes présentant une déficience intellectuelle. *Revue développement humain et changement social*, 3(20), 93-101.
- Unapei. (s.d). *L'autodétermination : Du concept à la pratique*. www.unapei.org/actions/autodetermination-concept-pratique/